

and small targeted cuts to welfare spending. In the UK, Thatcher was successful because of the popularity of privatization which saw two million Britons purchase shares in the “de-nationalized” British Telecom. This, and the sale of council houses, pushed a critical mass of Britons to the political centre and lent support for Thatcherite policy.

In neither France nor Germany did similar policy shifts to the neoliberal right take place. The explanation is paradoxical. The success of the neoliberal right occurred because of the strength of the left in the UK and US in 1945. In France, agriculture dominated the economy in 1945 and the right supported the building of the centralized states (*dirigisme*) to restore French national pride. Moreover, the French workforce was fragmented and unions exercised much less power than their British colleagues. Finally, there was no party in opposition entertaining neoliberal policy prescriptions. In Germany the presence of the Worker’s Wing of the Christian Democratic Union meant that neoliberal policy proposals were stillborn. Prasad persuasively makes the case for the importance of institutions and structures pointing out that neoliberal ideas did have some currency (albeit among a minority) by employing a content analysis of the German press, and dissertations written in the economics department of the Sorbonne (compared with the University of Chicago). There were neoliberals in France and Germany, but the respective structures of decision making resisted the implementation of their policy preferences. Ideas matter, but so do institutions. The French civil service is resistant to abrupt changes in the electoral tide and there is a remarkable degree of consensus (one currently challenged by President Sarkozy now) about the role of the state among the political elite. In Germany, only one party has championed neoliberalism (the Free Democrats) further limiting its impact.

This review cannot do justice to the historical and empirical richness of this study. Prasad marshals an impressive array of primary documents, personal interviews and content analyses to make her argument about the primacy of the decision-making structures of states and their ability to resist social pressures. There is also a normative component to this work in the conclusion where Prasad considers deliberative democratic procedures to combat the possibility of demagogic politics. This is an outstanding book that will enhance our understanding of policy making in democracies and spur further debate and research on divergent policy paths in democratic states.

PAUL HAMILTON *Brock University*

Agir maintenant pour le Québec de demain, sous la direction de Luc Godbout.

Luc Godbout

Les Presses de l’Université Laval, 2006, 264 pages

doi: 10.1017/S0008423908080323

L’ouvrage *Agir maintenant pour le Québec de demain* s’est fixé trois objectifs. Le premier est de mettre en lumière les positions divergentes des Lucides et des Solidaires; le second est d’ouvrir le dialogue entre les tenants de l’une et l’autre tendance; le troisième est de trouver des pistes de solutions qui pourront assurer le maintien des programmes sociaux tels qu’ils existent aujourd’hui pour les générations futures. On peut affirmer que l’ouvrage atteint le premier et le troisième objectifs, mais on ne peut en dire autant du second objectif, puisque le dialogue semble pour le moins difficile.

En introduction, le directeur de l’ouvrage pose les problèmes du vieillissement de la population et des finances publiques. Ceux-ci risquent, selon lui, d’affecter le

niveau de services que recevront les générations futures. Il insiste donc sur le nécessaire dialogue entre les tenants du Manifeste des lucides, paru à l'automne 2005, et ceux du Manifeste pour un Québec solidaire, paru peu après. Il affirme d'entrée de jeu qu'il ne s'agit pas «d'un débat idéologique gauche/droite» (1). Toutefois, la lecture des textes produits, entre autres, par Claude Castonguay, Joseph Facal, Pierre Fortin, Alain Noël et Bernard Élie, montre tout à fait le contraire. Il s'agit d'ailleurs de l'un des aspects les plus intéressants du livre puisque l'on retrouve très rarement des positions opposées à ce point dans un même ouvrage. Certains, comme Bernard Élie et Pierre Paquette, tentent de créer des ponts, mais les convictions des uns ne réussiront certainement pas à convaincre les autres. Après un exposé sommaire des idées principales du livre, on sera en mesure de constater que, malgré les quelques pistes de solutions proposées pour régler les problèmes des finances publiques et du changement démographique, il s'agit bel et bien d'un débat idéologique. Bien que l'idée d'ouvrir un dialogue entre les opposants ait été noble, elle est loin d'en réconcilier les tenants.

La plupart des auteurs qui ont participé à cet ouvrage affirment que le vieillissement de la population et les finances publiques posent le problème de l'équité pour les générations futures. Le texte de Luc Godbout et celui de Mario Albert sont consacrés à démontrer que le choc démographique est inévitable et qu'il aura de lourdes conséquences pour les générations futures. Ils proposent certaines pistes de solutions, comme celle de la taxation proportionnelle à la consommation. D'autres mesures qui pourraient corriger les effets des changements démographiques sont, entre autres, proposées par Nicolas Marceau, qui insiste sur le fait que la solution réside dans l'augmentation des tarifs d'électricité avec un programme de compensation pour les moins nantis. Quant à lui, Pierre Beaulne insiste sur l'amélioration du soutien aux bas salariés et sur l'incitation au travail.

Au-delà de cette recherche de solutions, présentées pour la plupart par des économistes, le débat idéologique entre les Lucides et les Solidaires constitue le centre de l'ouvrage. Les textes de Joseph Facal, de Pierre Fortin et d'Alain Noël en témoignent. De manière assez juste, Joseph Facal affirme que le Manifeste des lucides a lancé un débat d'idées au Québec. On peut regretter, cependant, que l'auteur reste fermé à tout dialogue. Il écrit par exemple : «la croissance économique est la première condition, non la seule, de la vraie solidarité sociale, pas de cette solidarité incantatoire que seuls peuvent se permettre ceux qui ne seront jamais au pouvoir, qui n'auront jamais la responsabilité de concrétiser les rêves qu'ils auront fait miroiter et, qui, très souvent, dissimulent mal leur hostilité larvée à l'endroit de ceux qui livrent des choses aussi triviales et vulgaires que de créer des emplois et de la richesse» (14). Il semble que pour Joseph Facal les Lucides soient en possession tranquille de la vérité.

Pierre Fortin n'est pas en reste. Dans un texte qui ressemble au petit catéchisme et aux brochures (voir Robert Bovier. 1952. *Le Communisme destructeur*. Archevêché de Saint-Boniface, Manitoba) produites par l'Église catholique des années 1950, il développe un argumentaire manichéen qui oppose la vérité des Lucides aux erreurs des Solidaires. *Les vingt-deux erreurs du manifeste pour un Québec solidaire* propose un argumentaire peu articulé. Il procède par juxtaposition à la présentation de ce qu'il considère comme des erreurs du Manifeste des solidaires et répond ensuite de façon succincte. Le texte est donc dépourvu de fil conducteur et ne développe pas d'argument général, si ce n'est de s'opposer de façon assez élémentaire aux propositions des Solidaires sans apporter de nouvelles idées aux débats. Certes, l'auteur procède à un bombardement de chiffres qui peut sans doute convaincre certains. Il vise ainsi à persuader le lecteur qu'il est impossible de contenir la hausse des prix des médicaments, que les impôts sont correctement distribués, que les inégalités ne se sont pas accrues, que la dette constitue une menace imminente et ainsi de suite. Il semble qu'en dernière analyse, pour Facal comme pour Fortin, le débat politique sou-

haité devrait nécessairement se conclure par l'affirmation de la justesse des seules idées des Lucides.

Alain Noël, propose, au contraire, un texte qui le positionne dans le camp des Solidaires. Il insiste sur le fait que le débat lancé par le Manifeste des lucides porte sur les fondements du débat politique au Québec. La lecture de l'ensemble des textes de l'ouvrage montre à quel point il a vu juste. Son article vise à montrer qu'au-delà des idées, le débat est beaucoup plus profond puisqu'il porte sur la conception de la citoyenneté et sur le choix de pactes sociaux. Il commence par défaire certains «mythes lucides» en montrant de façon tout à fait claire que les idées sur la mondialisation, l'immobilisme et le vieillissement de la population que véhicule le Manifeste des lucides s'inscrivent dans un courant très répandu en Europe comme en Amérique du Nord. Il procède ensuite à l'examen de chacun des éléments du manifeste. Il soutient, par exemple, que la mondialisation n'a probablement pas eu les effets négatifs que certains prétendent déceler. Il affirme : «Les principaux déterminants de ces changements ont plutôt été politiques, les partis de droite au pouvoir étant plus susceptibles de réduire les dépenses sociales sans contrepartie alors que les partis de gauche avaient tendance à compenser les coupures par l'introduction de mesures répondant à de nouveaux besoins ...» (166). L'intérêt du texte de Noël est donc de remettre en perspective les positions de chacun en se référant aux dimensions politiques du débat. Il termine en insistant sur le fait que c'est le jeu de la démocratie qui doit s'imposer et non les solutions toutes faites que semblent vouloir dicter les Lucides.

On constate ainsi que le débat idéologique constitue le cœur de l'ouvrage et que le passage à l'acte, un objectif sous-jacent implicite selon le titre du livre, sera pour le moins difficile à entreprendre. Pour reprendre les termes d'Alain Noël : «Le vieux clivage entre la gauche et la droite n'est donc pas mort» (166).

MÉLANIE BOURQUE *Université du Québec en Outaouais*

Business and Environmental Politics in Canada

Douglas MacDonald

Peterborough ON: Broadview Press, 2007, pp. xi, 224

doi: 10.1017/S0008423908080335

Whether because of Al Gore, increasingly stern warnings from the Intergovernmental Panel on Climate Change or the strange weather of late, this past year has seen political actors of all stripes—business leaders prominent among them—restate their commitment to the environment. MacDonald's new book is thus a timely contribution, offering a historical perspective that may lead readers to treat the latest round of corporate "greening" with caution. This study of shifting business interests, strategies and power in relation to environmental policy making demonstrates how firms have worked over the last fifty years, notwithstanding public statements and even some sincere efforts to the contrary, to minimize the threats posed by new environmental regulations.

Business and Environmental Politics in Canada reviews business/government relationships in this issue area since the 1950s, with a focus on the regulation of pollution emissions and waste. This history is divided into three phases: the implementation of the regulatory system from 1956 to 1980; an era of increased regulatory pressure from 1980 to 1993; and the era of relaxing regulatory pressure, with an emphasis on voluntarism, from 1993 to 2000. Observations on developments since 2000 are limited, dealing only with the aftermath of the Walkerton water crisis and the debate over the Kyoto Protocol's ratification.